



11 octobre 2011

**SIX MOIS APRES: L'URGENCE HUMANITAIRE PERDURE ET MET EN PERIL LES RETOURS  
ET LA RECONCILIATION EN COTE D'IVOIRE**

**Abidjan, Côte d'Ivoire, 11 Octobre 2011** – Dans un rapport conjoint publié aujourd'hui, les organisations humanitaires internationales, Oxfam, Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et Care, avertissent qu'une crise humanitaire aux proportions significatives perdure six mois après la résolution de la crise politique dans le pays.

Basé sur des consultations avec les personnes déplacées et retournées et des recherches menées durant les derniers mois dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, le rapport conjoint *"Pour des solutions durables pour les déplacés ivoiriens"* révèle que les conditions pour des retours durables ne sont pas encore réalisées et que des besoins humanitaires et de protection non couverts menacent les efforts faits pour promouvoir la paix, la réconciliation et la possibilité pour les populations concernées de rentrer chez eux et de reconstruire leur vie.

"La situation est toujours très précaire et la population touchée par le conflit, en particulier à l'ouest du pays, a toujours besoins d'assistance et de protection", a déclaré le Coordinateur humanitaire d'Oxfam pour l'Afrique de l'ouest, Philippe Conraud. "Nous devons travailler tous ensemble pour assurer une bien meilleure réponse et offrir des solutions durables aux Ivoiriens déplacés. L'enjeu est de leur permettre de reconstruire leur vie et de prévenir de nouvelles violences et déplacements."

A ce jour, quelques 500 000 personnes déplacées, internes ou externes, sont retournées sur leur lieu d'origine depuis la fin du conflit en avril, mais environ 450 000 ivoiriens continuent d'être déplacés, à l'intérieur de leur propre pays ou dans des pays voisins. Et, en dépit du besoin persistant d'une aide humanitaire de grande ampleur, l'appel international d'urgence lancé par les Nations Unies n'est financé qu'à 29 pour cent.

Le rapport confirme que des besoins humanitaires persistent. Parmi les personnes interrogées, l'alimentation est la priorité majeure, avec 77 pour cent des personnes retournées et 83 pour cent des personnes déplacées déclarant qu'elles n'ont pas assez à manger. L'abri est un autre défi entravant des retours durables. La moitié des personnes déplacées ayant exprimé leur intention de ne pas retourner dans leur lieu d'origine ont cité la destruction de leur maison comme raison principale. La peur liée à l'insécurité et le manque de moyens pour payer le transport ont également été cités.

"L'alimentation, l'abri et le soutien aux moyens de subsistance sont des besoins pressants qui requièrent qu'un haut niveau de priorité leur soit accordé afin de donner aux populations concernées le soutien dont elles ont besoin pour retourner chez elle, pour reconstruire leur vie et pour vivre en paix", a déclaré le Directeur de Care en Côte d'Ivoire, Steve Wallace.

Le rapport décrit comment ceux qui ont choisi de rentrer dans leur zone d'origine ont été encouragés par l'amélioration générale de la sécurité mais également motivés par le manque d'accès à la terre, à l'alimentation et à des activités génératrice de revenus sur les sites de déplacement. Ils sont souvent

retournés dans des conditions très précaires, sans le soutien requis pour assurer que leur retour soit une solution durable et – comme ceux qui continuent d’être déplacés dans les camps ou les familles d’accueil – ils sont largement dépendants de l’aide pour restaurer leurs moyens de subsistance. Parmi ceux interrogés lors de l’enquête, 58 pour cent des personnes retournées et 82 pour cent des personnes déplacées ont complètement perdu leurs sources de revenu.

Beaucoup d’ivoiriens gardent à l’esprit des préoccupations sécuritaires et celles-ci continuent d’entraver le retour à la normale. Le rapport souligne également le besoin de renforcer l’accès à la justice et souligne que seul 28 pour cent des personnes interrogées connaissent l’existence de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation récemment lancée.

“L’ouest de la Côte d’Ivoire est toujours aux prises avec les effets de la crise postélectorale et requiert un appui durable pour la période charnière à venir”, a déclaré le Directeur régional du Conseil danois pour les réfugiés pour l’Afrique de l’ouest, Gilles Ponserre. “Davantage doit être fait pour apporter une aide humanitaire plus adéquate aux personnes affectées par le conflit, et davantage doit également être fait pour améliorer la sécurité et l’accès à la justice dans la région afin de permettre une paix et une réconciliation durables”.

Sur la base des priorités identifiées au travers de consultations menées avec les personnes déplacées et retournées, Oxfam, DRC et Care font des recommandations spécifiques visant la mise en place d’une politique de retour durable pour les personnes affectés par le conflit, le rétablissement rapide de l’état de droit, l’appui aux efforts de réconciliation et une aide humanitaire plus adéquate et mieux financée – notamment en matière d’alimentation, d’abri et d’appui aux moyens de subsistance.

FIN

**Pour plus d’informations, veuillez contacter:**

Gaëlle Bausson  
Advocacy and Communications  
**Oxfam** (Côte d’Ivoire)  
(+225) 40 79 58 62  
[gbausson@oxfam.org.uk](mailto:gbausson@oxfam.org.uk)

Gilles Ponserre  
Directeur regional pour l’Afrique de  
l’ouest  
**Conseil danois pour les réfugiés**  
+225 04 01 71 52  
[rd-wa@drc.dk](mailto:rd-wa@drc.dk)

Steve Wallace  
Directeur pays  
**Care** (Côte d’Ivoire)  
+225 02 50 92 88  
[swallace@careci.org](mailto:swallace@careci.org)